

Montreuil, le 6 mars 2025

à l'attention de Madame Elisabeth Borne,
Ministre de l'Education nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objet : demande d'audience samedi 15 mars

Madame la Ministre,

Depuis un mois, dans toute la France, il n'est pas un jour sans qu'il y ait des mobilisations rassemblant personnels, parents d'élèves et élus pour refuser les conséquences concrètes du budget d'austérité de votre gouvernement.

Fermetures de classes, suppressions de postes, dotations insuffisantes, manque de remplaçants, remises en cause statutaires, accélération de l'acte 2 de l'école inclusive (pôles d'appui à la scolarité, démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux,...) : cette offensive contre l'Ecole publique se heurte à la colère de la population, déterminée à ne pas laisser faire.

Partout les rassemblements, les manifestations, les occupations d'écoles, les blocages, les délégations et les grèves se multiplient.

Dans cette situation, le comité des écoles et établissements de l'Yonne s'est adressé à vous :

« Nous nous permettons de vous écrire car nous savons que l'exercice de la carte scolaire se fait en fonction des moyens alloués au département par le ministère, et qu'il est hors de question pour nous de réclamer que l'on ferme ailleurs plutôt que dans notre école, que l'on déshabille Pierre pour habiller Jacques : il est donc nécessaire pour cela que vous augmentiez le nombre de postes attribués à notre département (...). »

Dans ce département comme partout ailleurs, votre représentant local explique qu'il n'a plus aucune marge pour que de nouvelles écoles soient « sauvées. »

Le comité de l'Yonne, avec le soutien des syndicats départementaux de la FNEC FP-FO, du SNUIPP-FSU, Sud Education et de la FCPE, a donc décidé de se rendre au ministère de l'Education nationale le samedi 15 mars à 14h00. Ils seront rejoints par d'autres délégations départementales.

Les personnels et les parents ont bien compris que c'est au ministère, et non dans les instances locales de « dialogue social », que se trouvent les postes dont l'Ecole a besoin. L'Ecole manque déjà de tout : si vous créez les postes supplémentaires, ils seront utilisés !

La FNEC FP-FO sera présente le 15 mars aux côtés de toutes les délégations qui iront vous porter leurs revendications. Nous vous demandons que toutes les délégations soient reçues.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Clément Poulet,
Secrétaire général de la FNEC FP-FO